



ECONOMIC IMPACT OF POTENTIAL OUTCOME OF THE DDA

Yvan Decreux & Lionel Fontagné

NON-TECHNICAL SUMMARY

The current Round of multilateral trade negotiations that was launched in Doha in November 2001 has reached a critical point. Following a Ministerial meeting in July 2008 that came close to reaching agreement on modalities for non-agricultural market access (NAMA) and agriculture, work has continued in Geneva, but the whole process looked to be at risk in mid-2011. In April 2011, the negotiations on NAMA encountered the stumbling block of sectoral initiatives. By June 2011, it was clear that completion of a comprehensive agreement on all topics was impossible by the end of this year, but it was hoped that agreement could be reached on an “LDC plus” including trade facilitation. Currently, this looks to be in doubt as well, and the 8th WTO Ministerial Conference in December 2011 is expected to discuss a more productive way forward in the negotiations.

In this paper, we tentatively address the economic impact of a deal integrating the most recent proposals circulated in the multilateral trade negotiations arena, especially sectorals in NAMA, in order to shed some light on the difficulties involved. We try to quantify the gains to be expected from an agreement on trade facilitation.

The sources used to assess the consequences of the negotiations are highly technical and complex, reflecting the difficulties involved for negotiators to find a politically acceptable deal (e.g. exceptions as well as compensatory import commitments, such as tariff rate quotas, are introduced). The consequences of an agreement, involving cuts that differ by country and by product, cannot be assessed without recourse to quantitative and detailed representation of the world economy. We measure border protection at the most detailed level possible (product, importer, exporter), and through computation of the liberalisation resulting from a tariff-cutting formula. Bound and applied duties (ad valorem, specific, mixed or compound) are measured at the Harmonised System 6-digit (HS-6) product level (the most disaggregated level for which we have harmonised information).

The data are from the Global Trade Analysis Project (GTAP) and Market Access Map (MAcMap), and describe the 2004 economy. We run a “pre-experiment” introducing the accumulated changes affecting the world economy in the period 2004 to 2010. In 2012 (and subsequent years depending on the timing of phasing out of the protection) the scenarios

L'IMPACT ÉCONOMIQUE D'UNE ISSUE FAVORABLE DU CYCLE DE DOHA

Yvan Decreux & Lionel Fontagné

RÉSUMÉ NON TECHNIQUE

Les négociations multilatérales lancées à Doha en novembre 2001 ont atteint un point critique. A la suite de la Ministérielle de juillet 2008, proche d'un accord sur les modalités pour l'accès au marché pour les produits non agricoles (NAMA) et l'agriculture, le travail a continué à Genève mais l'ensemble du dispositif apparaissait en danger à la mi-2011. En avril 2011 les négociations sur le NAMA avaient buté sur la question des initiatives sectorielles. En juin il était clair qu'un bouclage du cycle était impossible d'ici la fin 2011, mais l'espoir subsistait d'obtenir un accord sur un paquet « PMA + » incluant la facilitation des échanges. Mais en septembre même cet objectif paraissait hors de portée et la 8ème Ministérielle de l'OMC de décembre 2011 devrait porter uniquement sur les méthodes pouvant être envisagées pour débloquer les négociations.

Afin de comprendre les raisons du blocage, nous examinons l'impact économique d'une conclusion du Cycle intégrant les propositions les plus récentes utilisées par les négociateurs, y compris les initiatives sectorielles dans le NAMA. Nous proposons également une quantification des gains à attendre d'un accord sur la facilitation des échanges.

Les documents utilisés ici pour évaluer les conséquences des négociations sont complexes et techniques. Ils soulignent l'imagination des négociateurs lorsqu'il s'agit d'atteindre un compromis politiquement acceptable (par exemple en introduisant des flexibilités, en même temps que des engagements compensatoires en termes d'importation, comme les contingents tarifaires). Au final, les conséquences d'un tel accord, qui amènera à des réductions tarifaires différentes pour chaque pays et chaque produit ne peuvent certainement pas être évaluées sans s'appuyer sur une représentation quantitative et détaillée de l'économie mondiale. Le présent article propose une telle évaluation d'impact en utilisant une mesure de la protection aux frontières au niveau le plus détaillé (produit, exportateur, importateur) et en utilisant les formules de coupe proposées dans les négociations. Les droits de douane consolidés et appliqués (qu'ils soient ad valorem, spécifiques, mixtes ou composés) sont mesurés au niveau de la nomenclature à 6 chiffres des échanges (la plus détaillée pour laquelle une information harmonisée est disponible).

Les données disponibles sont tirées des bases GTAP et MAcMap et décrivent l'économie mondiale en 2004. Nous commençons par une première simulation reproduisant la trajectoire de

l'économie mondiale entre cette date et 2010. En 2012 (et les années suivantes en fonction des calendriers de réduction de la protection aux frontières), chaque scénario décrit plus bas est mis en œuvre. Le démantèlement tarifaire est étalé sur 5 ans pour les pays développés (10 ans pour les pays en développement). Les pays ayant récemment accédé à l'OMC se voient concéder des périodes plus longues, nous faisons l'hypothèse simplificatrice de 12 ans. Finalement, nous comparons la situation de l'économie mondiale à chaque date de 2013 à 2025 – avec et sans le choc d'ouverture commerciale. Les Pays les Moins Avancés ne réduisent pas leur protection douanière mais étendent la consolidation de leurs droits de douane.

Notre premier scénario s'intéresse à l'effet combiné de la baisse de la protection dans l'agriculture et l'industrie. Les trois piliers de la protection agricole sont concernés, tandis que les droits de douane sur les biens industriels sont abaissés en utilisant les formules suisses contenues dans le texte de 2008 sur les modalités. Notre deuxième scénario y ajoute une baisse, modeste, de 3% de la protection dans les services. Le troisième scénario est notre hypothèse centrale, ajoutant aux deux précédents un programme raisonnable de facilitation des échanges. Le quatrième scénario y ajoute un programme visant à une efficacité portuaire accrue. Le cinquième scénario ajoute au scénario central les initiatives sectorielles sur la chimie, l'électronique et les biens d'équipement. Le sixième scénario ajoute au scénario central l'initiative zéro droit de douane sur les biens environnementaux.

Nous identifions 70 milliards de dollars de gains en 2025, lorsque la libéralisation porte sur les biens agricoles et industriels. Une réduction de 3% de la protection dans les services porterait ces gains à 85 milliards. Un calcul des gains associés à la facilitation des échanges suggère environ un doublement des gains, tandis qu'un programme d'efficacité portuaire ajouterait encore 35 milliards.

Au final, les 187 milliards de gains identifiés ici dans un scénario associant réduction des barrières aux échanges de biens et de services avec des engagements en termes de facilitation des échanges et d'efficacité portuaire s'ajouteraient au PIB mondial chaque année, à moyen terme, relativement à la situation de référence. Les propositions récentes en termes d'initiatives sectorielles ajouteraient modestement 15 milliards de dollars à ces gains.

Classification J.E.L. : F13, F17

Mots clés : Cycle du Développement de Doha, Modèles d'Equilibre Général Calculable, Facilitation des échanges

described below will be implemented. Phasing out is applied linearly over a five-year period for developed countries (10 years for developing countries). Recently acceded countries will be granted respectively longer periods, here we make the simplifying assumption that these countries will have 12 years for phasing out of protection. Finally, we compare situations for the world economy between 2013 and 2025, with and without liberalisation. The Least Developed Countries (LDCs) will not be asked to reduce their tariffs, only to increase binding coverage.

The first scenario depicts the joint effect of modalities for agriculture and the NAMA. The three pillars of agriculture are introduced. NAMA data are based on the coefficients for the Swiss formula as contained in the 2008 draft modalities text. The second scenario adds a 3% reduction to protection for trade in services. The third scenario should be considered the core scenario in this exercise: it combines liberalisation of trade in goods and services with a rather ambitious trade facilitation scenario. The remaining four scenarios are systematically benchmarked against this central scenario. The fourth scenario adds improved port efficiency; the fifth scenario adds sectoral initiatives for chemicals, electronic products and machinery; the sixth adds a duty free initiative for environmental goods.

We observe a \$US70bn world Gross Domestic Product (GDP) long run gain when agriculture and industry are liberalised, a \$US85bn gain when a 3% reduction in protection for services is added to certain services sectors. Calculation of the gains associated with trade facilitation suggests roughly a doubling of the expected gains (\$US152bn); port efficiency adds another \$US35bn.

In total, the \$US187bn gains identified here in the scenario combining liberalisation in trade in goods and services with trade facilitation and port efficiency, would accumulate to world GDP every year in the medium term, compared to the situation without agreement. Recent proposals for sectoral initiatives would add a further \$US15bn on top of these gains.

J.E.L. Classification: F13, F17

Keywords : Doha Development Round, Computable General Equilibrium Models, Trade facilitation